



CONSULTATION DU PUBLIC SUR LA GESTION DE L'EAU
ET SUR LA GESTION DES RISQUES D'INONDATION

Agence de l'eau Seine Normandie

Rapport de présentation
sur les enjeux de l'eau
www.consultation-eau.fr

2 novembre 2018 au 2 mai 2019



SOMMAIRE

Contexte et objectif	03
Analyse globale	05
Analyse des avis par enjeu	11
Annexes	36
Méthodologie	37
Statistiques des réponses pour les 5 enjeux de l'eau	39
Profil des répondants	44

CONTEXTE ET OBJECTIF

2 NOVEMBRE 2018
AU 2 MAI 2019



CONTEXTE

En application des directives européennes « cadre sur l'eau » et « inondation » transposées en droit français, le public est régulièrement consulté à différentes étapes de la mise en œuvre des politiques publiques liées à l'eau et qui reposent sur un Schéma Directeur d'Aménagement de Gestion des Eaux (SDAGE) et un Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PRGI), élaborés respectivement par les comités de bassin et l'Etat. Ces phases d'association du public pour préparer la révision de ces documents de planification sont prévues par le code de l'environnement.

Du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019, les habitants de chaque bassin ont ainsi été consultés et leurs contributions participeront à alimenter les orientations du SDAGE et du PRGI pour la période 2022-2027. Pour le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, le questionnaire sur les grands enjeux de l'avenir de l'eau a été organisé par l'agence de l'eau Seine-Normandie et la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France, en qualité d'opérateurs du Comité de bassin et de l'Etat, et a été soumis à la consultation du public sur une plateforme commune www.consultation-eau.fr

Le présent rapport de cette consultation concerne uniquement la synthèse de l'expression du public sur les enjeux Eau.

OBJECTIF

Le comité de bassin Seine-Normandie consulte le public avant l'adoption du SDAGE en deux temps : d'abord sur une proposition des questions importantes qui correspondent aux grands enjeux du bassin et sur le calendrier et programme de travail de l'élaboration du SDAGE (2018-2019) ; puis sur l'avant-projet de ce dernier (fin 2020).

Les avis recueillis et traités au terme de la présente consultation qui vise réglementairement une planification territoriale seront examinés en comité de bassin et contribueront à alimenter les orientations du SDAGE 2022-2027. Les enjeux présentés à la consultation du public traduisent les principales préoccupations qui concernent les habitants du bassin, que ce soit pour la santé publique, l'accès à l'eau potable, la qualité de l'eau, la préservation du patrimoine naturel, la lutte contre les pollutions ou encore l'adaptation au changement climatique.

L'outil retenu, à savoir la création d'une plateforme numérique dédiée, a été conçu de façon ergonomique, pédagogique, avec des contenus adaptés à la cible du grand public pour en faciliter la lecture et la compréhension. Cet outil a été également étudié pour reprendre les codes des réseaux sociaux et proposer l'interaction sur les avis rédigés par les répondants avec la possibilité de « liker/disliker » (j'aime/j'aime pas).

ANALYSE GLOBALE

2 NOVEMBRE 2018
AU 2 MAI 2019



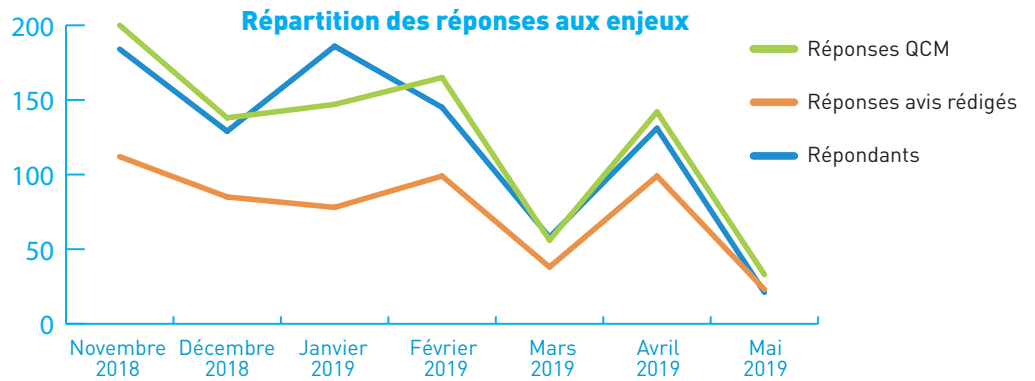


Analyse quantitative globale des enjeux de l'eau DE NOVEMBRE 2018 À MAI 2019



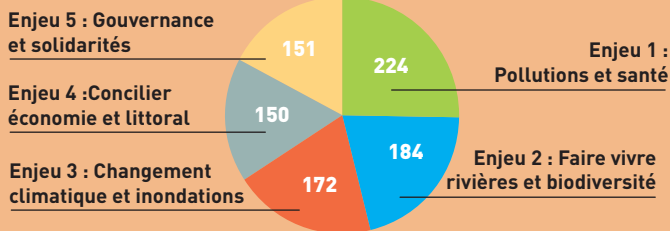
881 Réponses
au QCM

534 avis rédigés



QCM

Nombre de réponses aux 5 enjeux



Tout à fait

Plutôt Oui

Plutôt Non

Pas du tout

NSPP

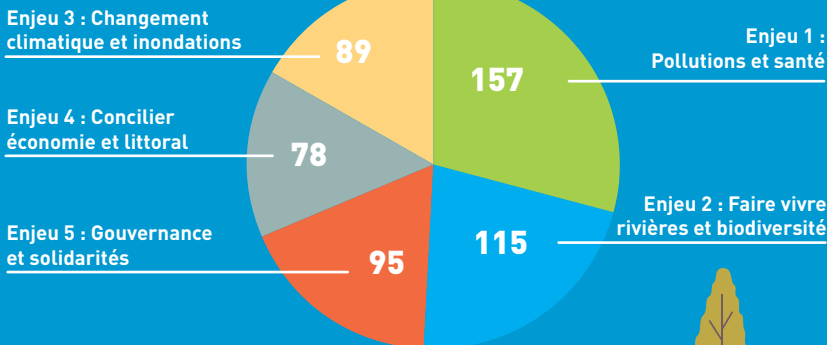
Total



100%

AVIS RÉDIGÉS

Nombre de réponses aux 5 enjeux



Nombre de j'aime/j'aime pas



135



33

SYNTHÈSE QUALITATIVE : GESTION DE L'EAU

Cette synthèse des contributions concerne uniquement la consultation du public sur la gestion de l'eau et porte sur les cinq enjeux de l'eau du bassin Seine-Normandie (SDAGE) :

- Réduire les pollutions et préserver la santé
- Faire vivre les rivières, les milieux humides et la biodiversité en lien avec l'eau
- Anticiper le changement climatique et gérer les inondations et les sécheresses
- Concilier les activités économiques et la préservation des milieux littoraux et côtiers
- Renforcer la gouvernance et les solidarités de bassin

Entre novembre 2018 et mai 2019, 881 réponses aux questions à champs multiples (QCM), 534 avis, 135 « j'aime » et 33 « je n'aime pas » ont été enregistrés. Le profil des répondants permet d'avoir des indications sur l'âge des répondants qui ont principalement entre 25 et 64 ans avec une prédominance des 35-49 ans, sur le genre avec une parité homme-femme, sur la catégorie professionnelle avec une majorité de cadres et de professions supérieures et sur le fait que les répondants vivent autant en ville qu'à la campagne, n'habitent pas en zone inondable et n'ont pas été impactés par les inondations.

L'enjeu n°1 « Réduire les pollutions et préserver la santé » est celui qui a recueilli le plus d'avis (157) contrairement à l'enjeu n°4 « Concilier les activités économiques et la préservation des milieux littoraux et côtiers » qui a le moins mobilisé avec 78 avis. Les enjeux n°2 « Faire vivre les rivières, les milieux humides et la biodiversité en lien avec l'eau », n°5 « Renforcer la gouvernance et les solidarités du bassin » et n°3 « Anticiper le changement climatique et gérer les inondations et les sécheresses » ont suscité sensiblement le même intérêt avec une centaine d'avis émis en moyenne pour chacun d'eux.

SYNTHÈSE QUALITATIVE : GESTION DE L'EAU

SOUTIEN AUX ENJEUX

- Les orientations et les actions impulsées et menées par l'agence de l'eau Seine-Normandie avec les maîtres d'ouvrages sont très largement soutenues par les répondants. Il y a une véritable adhésion aux enjeux et aux diagnostics présentés.
- Les thèmes du changement climatique, de la biodiversité, de la restauration des habitats, des zones humides et de la continuité écologique sont plébiscités.

Tout ce qui est déjà entrepris, concernant ces thématiques, est approuvé et constituent des domaines sur lesquels « il est urgent d'agir ».

INTENSIFICATION DES ACTIONS

- Majoritairement les répondants souhaitent une intensification des actions, un durcissement de la réglementation (principe pollueur-payeur, l'eau paie l'eau, constructions sur le littoral...) et une sévérité accrue envers les contrevenants qui ne respecteraient pas l'eau et l'environnement. Leur objectif étant de renforcer l'efficacité de la politique de l'eau avec un plébiscite du principe pollueur / payeur.
- Certains répondants estiment que les mesures en faveur de l'eau et de l'environnement ont pris du retard, ce qui impacte les résultats, et qu'il faut donc « aller plus loin ».
- La lutte contre les pollutions, la protection des captages, la promotion de l'agriculture biologique ou raisonnées sont des sujets récurrents.

Les contributeurs non seulement soutiennent les enjeux objets de la consultation mais demandent, souvent, que les actions soient « renforcées ». Il est question « d'aller plus vite », de ne « plus perdre de temps » et d'agir avec davantage de détermination « avant qu'il ne soit trop tard ». Dans cette même logique, les répondants réclament plus de contrôles et de sanctions et – tout en soutenant le principe « pollueur – payeur » - ils veulent des mesures plus drastiques contre ceux qui ne respectent pas la réglementation.

SYNTHÈSE QUALITATIVE : GESTION DE L'EAU

RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES

- Toutes thématiques confondues, les répondants insistent largement et fortement sur l'importance de la pédagogie, de l'éducation notamment des plus jeunes, de la sensibilisation du public. Le développement d'une culture du risque est demandé principalement pour faire face aux phénomènes des inondations.
- La sensibilisation voire la formation des acteurs de l'eau et de certains professionnels est également suggérée.

DIFFUSER PLUS LARGEMENT L'INFORMATION

Pour tous les enjeux, les contributeurs insistent majoritairement et fortement sur la nécessité de renforcer la connaissance du public sur les problématiques de l'eau. Ils désignent, souvent, les enfants et les jeunes comme cibles prioritaires. Les mots de « *pédagogie* », « *connaissance* », « *sensibilisation* » sont très largement employés. Les répondants, à travers leurs avis, semblent avoir une sensibilité environnementale d'où leur volonté de renforcer le partage de l'information. Ce souhait d'une pédagogie accrue répond à plusieurs objectifs : davantage mobiliser les citoyens, faire accepter plus facilement différentes mesures voire développer une certaine culture du risque (en particulier pour les inondations).

A cette démarche vers le grand public, les répondants soutiennent également le développement de la connaissance, notamment à travers des formations, des acteurs de l'eau et de certains professionnels (agriculteurs, constructeurs, aménageurs...).

SYNTHÈSE QUALITATIVE : GESTION DE L'EAU

PRATIQUE AGRICOLE

Le rôle des agriculteurs est souligné comme acteurs du territoire, par exemple, pour favoriser le déploiement de zones d'expansions de crues ou pour maintenir et planter des haies bocagères. La question de la pollution des sols, des rivières par les pesticides est aussi régulièrement évoquée avec un plébiscite de l'agriculture biologique et / ou raisonnée.

CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE

L'hydromorphologie, la connexion des cours d'eau, la continuité écologique sont globalement soutenues même si la problématique de l'arasement de seuils et de barrages est la question qui a soulevé le plus de réactions à travers les « *j'aime* » et les « *j'aime pas* ».

ANALYSE DES AVIS PAR ENJEU

Avis des utilisateurs de la plateforme

2 NOVEMBRE 2018
AU 2 MAI 2019



RÉDUIRE LES POLLUTIONS ET PRÉSERVER LA SANTÉ

Pour un territoire sain : réduire les pollutions et préserver la santé

Les investissements réalisés par les collectivités et les acteurs économiques pour améliorer l'assainissement ont permis une nette réduction des pollutions. L'état de nos rivières et de nos côtes a bénéficié de ces efforts. Réduire les rejets de polluants et leur usage, en particulier les substances dangereuses, est indissociable de la protection de notre santé.

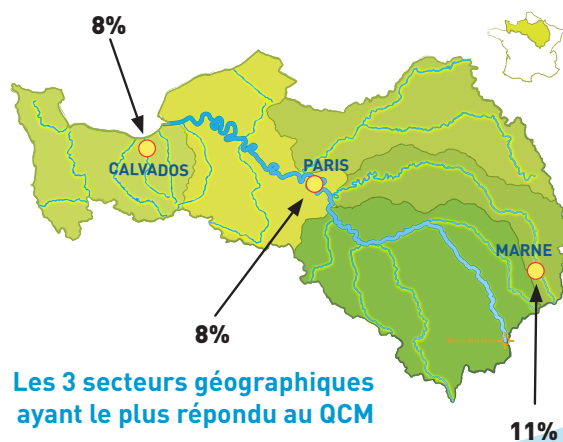
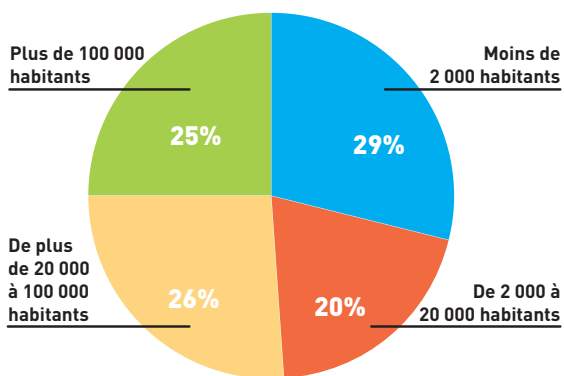
RÉDUIRE LES POLLUTIONS ET PRÉSERVER LA SANTÉ

Les répondants partagent majoritairement (89%) le diagnostic concernant la réduction des pollutions et la préservation de la santé. Cet enjeu a reçu 55 « j'aime / j'aime pas » et aborde, notamment, les questions de la qualité de l'eau, la protection des captages, la gestion des ruissellements, la restauration des zones humides, l'assainissement...

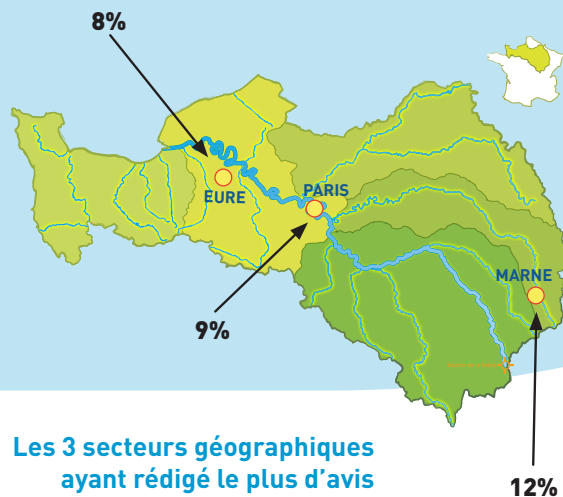
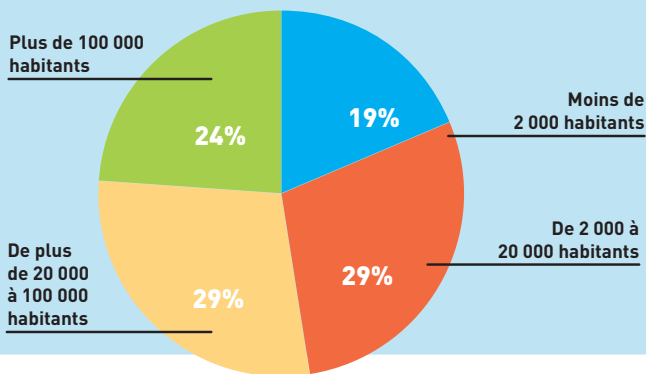
Enjeu 1 : Pollutions et santé	Total
Nombre de réponses au QCM	224
Nombre d'avis rédigés	157
Nombre de « j'aime / j'aime pas » sur les avis rédigés	55

Êtes-vous d'accord avec le diagnostic : réduire les pollutions et préserver la santé ?

Réponses QCM



Avis rédigés



RÉDUIRE LES POLLUTIONS ET PRÉSERVER LA SANTÉ



ANALYSE

• Pollutions diffuses / Nano-polluants / Produits chimiques

Près d'une quarantaine d'avis sur cet enjeu concernent la question des pollutions et des produits polluants. Le problème des nanoparticules reçoit même 32 « j'aime » ce qui constitue un record de soutiens pour cette consultation. Les répondants abordent également deux autres problématiques à la question des pollutions avec, d'une part, la « protection des aires de captages » et des « eaux souterraines », dans un souci de démarches préventives et d'autre part, le traitement des eaux usées.

• Agriculture bio / Permaculture / Industries

En lien avec la question des pollutions et de la nécessité de les réduire, les répondants soulignent la nécessité de développer de « nouveaux modes d'agriculture ». Ils insistent sur l'importance de promouvoir l'agriculture bio ou raisonnée, la permaculture et les circuits courts. Ils préconisent, également, que les agriculteurs bénéficient d'une meilleure information sur les effets négatifs, par exemple, concernant l'utilisation de pesticides. Dans une moindre mesure, les répondants souhaitent, enfin, que le milieu industriel poursuive ses efforts de dépollution.

RÉDUIRE LES POLLUTIONS ET PRÉSERVER LA SANTÉ

• Sensibiliser / Éduquer / Mobiliser

La question de la diffusion de l'information est largement évoquée par les répondants non seulement en direction des citoyens mais également vers les professionnels. Les répondants évoquent même la nécessité de « réunir les différents acteurs » pour accroître les échanges. Ils conçoivent, par ailleurs, l'information et l'éducation comme des leviers pour renforcer la sensibilisation voire la mobilisation du public.



VERBATIM

- ➔ « Réduire les pollutions de l'eau à la source »
- ➔ « Oui à l'amélioration des performances des stations d'épuration »
- ➔ « Adopter le principe de payeur-pollueur en appliquant des amendes drastiques ! »
- ➔ « Accompagner la profession agricole vers d'autres pratiques, sans pesticide »
- ➔ « Inscrire la surveillance des « nanos » à l'agenda de l'eau comme celle des micropolluants, des médicaments, des perturbateurs endocriniens et des plastiques »
- ➔ « Durcir la position sur les engrais et sensibiliser les utilisateurs aussi bien pour leur santé que pour le milieu »
- ➔ « Vous ne parlez que des micropolluants d'origine industrielle ou provenant de l'agriculture, mais pas de ceux d'origine domestique »

RÉDUIRE LES POLLUTIONS ET PRÉSERVER LA SANTÉ

- ➔ « Vulgariser l'impact des usages dans les jardins et potagers de particuliers sur les masses d'eau pour responsabiliser les citoyens »
- ➔ « Trouver des solutions alternatives aux pesticides et une gestion active des intrants azotés par les agriculteurs »
- ➔ « Interdire vraiment l'utilisation de produits polluants »
- ➔ « Sensibiliser le plus grand nombre »
- ➔ « Continuer les campagnes de diagnostic, de mise en conformité des branchements et de raccordement aux filières de traitement des eaux usées »
- ➔ « Favoriser l'implantation d'une agriculture paysanne et biologique et éduquer, particulièrement les plus jeunes. »
- ➔ « On voit trop de tuyaux d'eaux usées aboutir dans les rivières et les lacs »

A RETENIR :

Les répondants mettent en exergue deux thèmes importants et étroitement liés : les actions de lutte contre les différentes formes de pollution et le développement de l'agriculture biologique. Ils insistent, enfin, sur la protection des captages, le traitement efficace des eaux usées et l'accroissement des actions d'informations et de sensibilisation.

FAIRE VIVRE LES RIVIÈRES LES MILIEUX HUMIDES ET LA BIODIVERSITÉ EN LIEN AVEC L'EAU

Pour un territoire vivant : faire vivre les rivières, les milieux humides et la biodiversité en lien avec l'eau

Afin de continuer à bénéficier des services rendus par la nature, il est nécessaire d'enrayer la disparition des milieux humides et de restaurer les rivières et tous les milieux présentant des intérêts multiples, à la fois pour les ressources en eau et pour la biodiversité. Au moment où les agences de l'eau voient leurs missions élargies à la reconquête de la biodiversité terrestre et marine par la loi du 9 août 2016, cet objectif est particulièrement important.

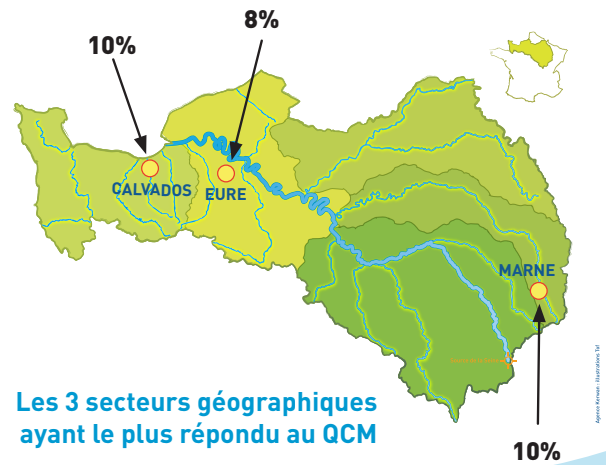
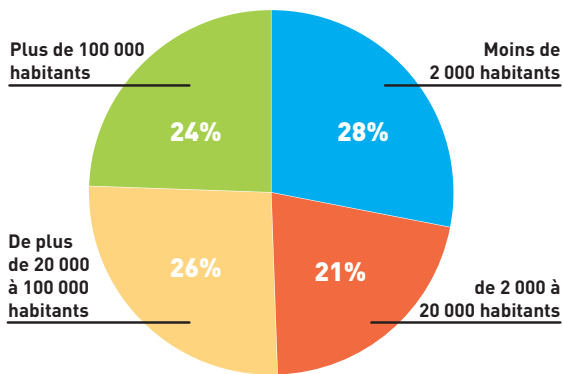
FAIRE VIVRE LES RIVIÈRES LES MILIEUX HUMIDES ET LA BIODIVERSITÉ EN LIEN AVEC L'EAU

91% de répondants indiquent être « tout à fait » ou « plutôt » en accord avec le diagnostic de cet enjeu qui porte sur les rivières, les zones humides, la biodiversité et leur rôle essentiel pour l'environnement. Enjeu qui a reçu 56 appréciations « j'aime / j'aime pas ».

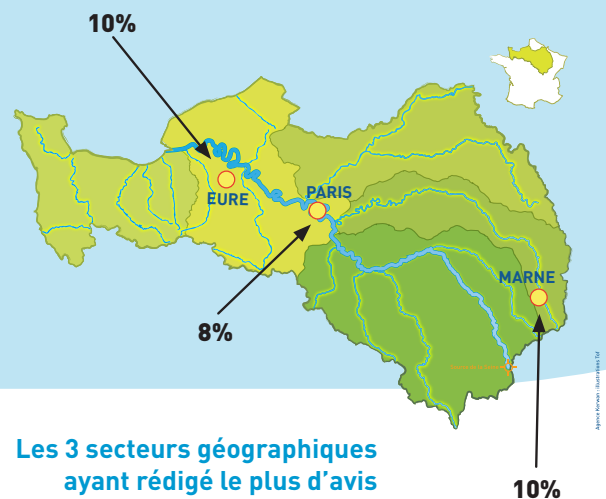
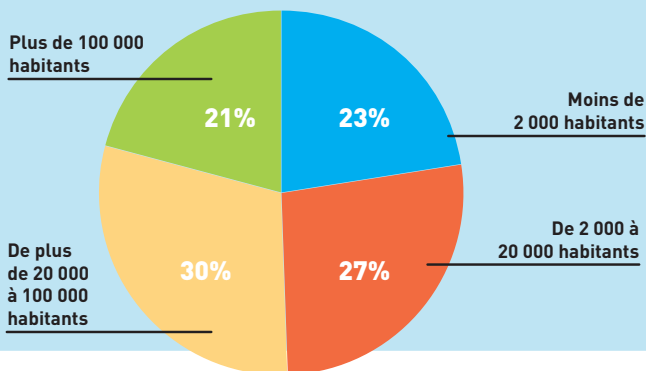
Enjeu 2 : Faire vivre rivières/biodiversité	Total
Nombre de réponses au QCM	184
Nombre d'avis rédigés	115
Nombre de « j'aime / j'aime pas » sur les avis rédigés	56

Êtes-vous d'accord avec le diagnostic : faire vivre les rivières, les milieux humides et la biodiversité en lien avec l'eau ?

Réponses QCM



Avis rédigés



FAIRE VIVRE LES RIVIÈRES LES MILIEUX HUMIDES ET LA BIODIVERSITÉ EN LIEN AVEC L'EAU



ANALYSE

• Zones humides / Prairies / Restauration des habitats

Le maintien et le développement des zones humides, l'importance des prairies, des bocages, la restauration des habitats sont des thèmes largement plébiscités par les répondants qui soulignent leur importance cruciale pour l'environnement. « C'est essentiel de reconquérir les zones humides » affirment-ils avec unanimité. Dans le même temps, ils demandent d'interdire les constructions à proximité des rivières et, plus largement, regrettent « l'urbanisation grandissante » et souhaitent des aménagements urbains « naturo compatibles ».

• Continuité écologique / Connexion des cours d'eau

« Restaurer la continuité écologique » et « rendre plus de naturalité aux cours d'eau » sont deux demandes fortes des répondants. La question de l'arasement des barrages provoque le plus de « j'aime » et de « j'aime pas ». Le thème de l'entretien et de la « renaturation des berges » et de la « ripisylve » est aussi une forte préoccupation.

• Education / Sensibilisation / Connaissance

Les répondants considèrent qu'une information accrue du public voire une formation de certains professionnels et parties prenantes constituent une démarche importante. Sensibiliser les enfants, informer les citoyens mais aussi promouvoir des techniques alternatives sont des facteurs positifs facilitant une évolution des pratiques. Accroître la connaissance de la population est considérée comme un levier efficace pour renforcer l'acceptabilité de la mise en œuvre de telles ou telles mesures environnementales.

FAIRE VIVRE LES RIVIÈRES LES MILIEUX HUMIDES ET LA BIODIVERSITÉ EN LIEN AVEC L'EAU



VERBATIM

- ➔ « Préserver les zones humides devrait être l'engagement numéro 1 »
- ➔ « Pour favoriser la biodiversité, n'oubliez pas l'éducation »
- ➔ « Valoriser les zones d'expansion de crues par des aides environnementales »
- ➔ « Souligner l'intérêt des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux qui apportent un cadre réglementaire »
- ➔ « Redonner l'aspect naturel aux rivières, sans entravement »
- ➔ « Il faut mieux gérer les cours d'eau en construisant intelligemment »
- ➔ « Les actions entreprises par les agences de l'eau sont capitales pour l'environnement et la biodiversité »
- ➔ « Reconquérir les zones humides altérées par l'activité humaine »
- ➔ « Poursuivre des programmes ambitieux de restauration de cours d'eau »
- ➔ « Rendre plus de naturalité aux cours d'eau »
- ➔ « Fixer un pourcentage de prairies par département »
- ➔ « Mise en place de rivières labellisées notamment par la présence de poissons dit de souches »

A RETENIR :

Les répondants relient plusieurs thématiques qui constituent des points centraux pour cet enjeu : réduire l'urbanisation, développer les zones humides, favoriser les interactions, d'une part, entre les berges et les cours d'eau et d'autre part, les interconnexions entre les rivières. Enfin, mieux informer et davantage sensibiliser les citoyens sont deux souhaits importants pour les répondants.

ANTICIPER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, GÉRER LES INONDATIONS ET LES SÉCHERESSES

Pour un territoire préparé : anticiper le changement climatique et gérer les inondations et les sécheresses

Les inondations de juin 2016 et de janvier 2018 rappellent la réalité du risque inondations dans le bassin. Ce n'est d'ailleurs pas le seul risque naturel auquel le territoire doit mieux se préparer comme l'a montré la sécheresse exceptionnelle connue en 2017. Ces événements posent la question de la réduction de la vulnérabilité des territoires pour limiter les dégâts humains et matériels.

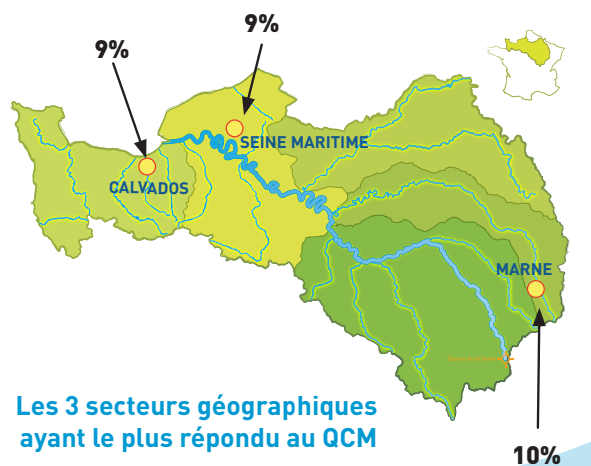
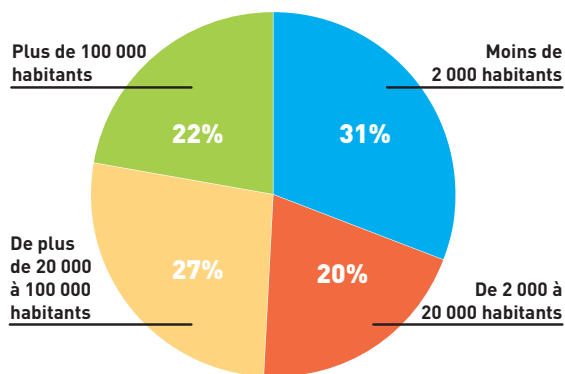
ANTICIPER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, GÉRER LES INONDATIONS ET LES SÉCHERESSES

Cet enjeu est approuvé par 90% des répondants. Il a également suscité 95 avis qui concernent notamment les inondations, les zones de crues, le besoin d'éducation et l'aménagement du territoire. Enjeu qui a reçu 30 appréciations « j'aime / j'aime pas ».

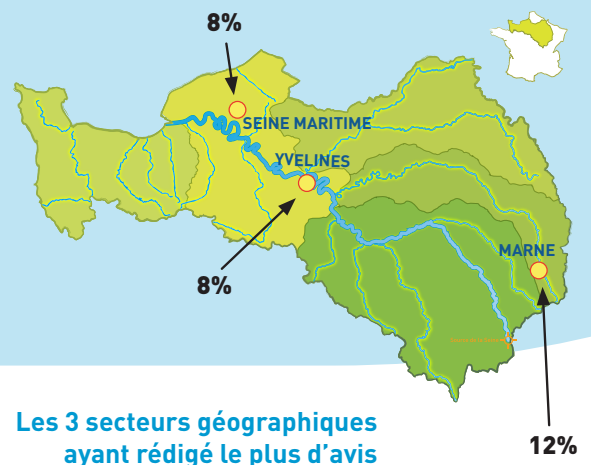
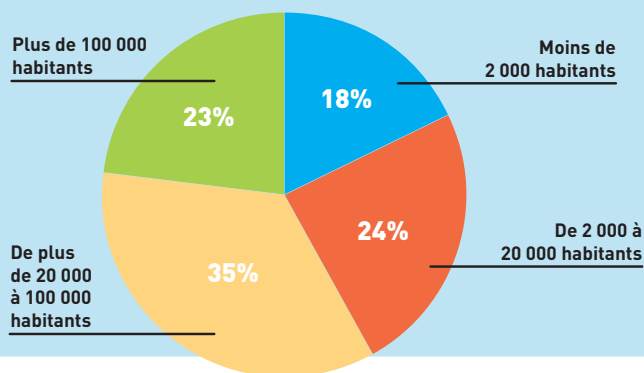
Enjeu 3 : Chang. Climat./inondations	Total
Nombre de réponses au QCM	172
Nombre d'avis rédigés	95
Nombre de « j'aime / j'aime pas » sur les avis rédigés	30

Êtes-vous d'accord avec le diagnostic : anticiper le changement climatique, gérer les inondations et les sécheresses ?

Réponses QCM



Avis rédigés



ANTICIPER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, GÉRER LES INONDATIONS ET LES SÉCHERESSES



ANALYSE

• **Imperméabilisation / Urbanisation / Aménagement**

« Renaturer les milieux urbains », « Ne pas construire en zones inondables » et « Désimperméabiliser les sols » sont les principales suggestions des répondants qui insistent sur la nécessité de veiller à la pertinence des aménagements. Par exemple en interdisant les constructions en zones inondables. Ils établissent des liens directs entre l'urbanisation, l'imperméabilisation des sols et le phénomène des inondations.

• **Zones d'expansion de crues / Zones humides / Agriculture**

Le développement de zones géographiques permettant d'accueillir et d'absorber l'eau, le maintien et le déploiement de mares, de haies bocagères, de prairies sont des thèmes largement évoqués par les répondants. Ils associent généralement la nécessité de stopper l'imperméabilisation des sols, de conserver et de développer des zones humides. Les contributeurs demandent que les pratiques agricoles soient mieux adaptées, à la fois, pour jouer des rôles bénéfiques en matière d'absorption d'eau et pour limiter les cultures demandant une forte irrigation.

• **Informier / Sensibiliser / Eduquer**

L'information, le développement d'une culture du risque mais aussi la concertation avec le grand public sont plébiscitées par les répondants. Le rôle des animateurs locaux est, ainsi, souligné. Ils étendent cette demande d'une éducation renforcée à la nécessité de former certaines parties prenantes comme les élus et les associations.

ANTICIPER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, GÉRER LES INONDATIONS ET LES SÉCHERESSES



VERBATIM

- ➔ « La sensibilisation est indispensable mais elle nécessite des animateurs locaux »
- ➔ « Afin de limiter l'imperméabilisation des sols, il faut agir dans les zones commerciales. »
- ➔ « Faire de la nature une alliée et ne pas aller contre elle »
- ➔ « Favoriser une agriculture moins consommatrice en eau »
- ➔ « L'éducation au développement durable est indispensable »
- ➔ « La gestion des zones humides et la sensibilisation des acteurs est un enjeu majeur »
- ➔ « Je partage complètement l'objectif de la mise en place de politiques d'urbanisme visant à limiter l'étalement urbain »
- ➔ « Le milieu éducatif doit être privilégié avec une formation accrue du milieu enseignant dans le domaine »
- ➔ « Désimperméabiliser les zones urbaines »
- ➔ « Définir un espace de liberté aux rivières en y interdisant la construction »
- ➔ « Laisser la place aux zones humides et d'expansion des crues dans les projets d'aménagement, pour faciliter l'adaptation au changement climatique et préserver la biodiversité. »
- ➔ « Travailler plus en concertation afin que l'agence, les collectivités, les agriculteurs et les industriels fonctionnent de concert pour harmoniser les objectifs »

ANTICIPER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, GÉRER LES INONDATIONS ET LES SÉCHERESSES

- ➔ « L'enjeu climatique devrait être au cœur de toutes les réflexions publiques avec un travail prospectif sur tous les projets à venir. »
- ➔ « Il est urgent de remettre le bassin versant au cœur des politiques de l'eau »
- ➔ « Les opérations de renaturation en milieu urbain sont de bonnes choses »
- ➔ « Que les villes, en aval, achètent des bandes de 10 m de large en travers du lit majeur pour les planter de bandes boisées et ronciers bloquant le flot d'inondation »

A RETENIR :

Les répondants s'inscrivent, dans une démarche logique, d'un côté, en soulignant l'importance des zones humides et des zones d'expansion de crues et de l'autre en suggérant une diminution de l'imperméabilisation des sols.

Ils suggèrent également que les pratiques culturelles soient mieux adaptées pour éviter de développer des cultures trop consommatrices en eau. Enfin les contributeurs soulignent, à la fois, l'importance d'une coordination du travail de tous les acteurs de l'eau et d'une approche prospective et préventive.

CONCILIER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET LA PRÉSERVATION DES MILIEUX LITTORAUX ET CÔTIERS

Pour un littoral protégé : concilier les activités économiques et la préservation des milieux littoraux et côtiers

Le littoral du bassin Seine-Normandie est caractérisé par la richesse de ses milieux naturels et estuaires (Seine, Orne, havres du Cotentin) et par la présence d'activités économiques pesant sur l'environnement (ports, extraction de granulats, pêche, navigation, production d'énergie, défense), qu'il est parfois difficile de concilier avec la bonne qualité des eaux. A ceci, s'ajoutent les phénomènes naturels d'érosion côtière et de montée du niveau marin qui rendent urgente l'élaboration de stratégies de gestion et d'adaptation du littoral.

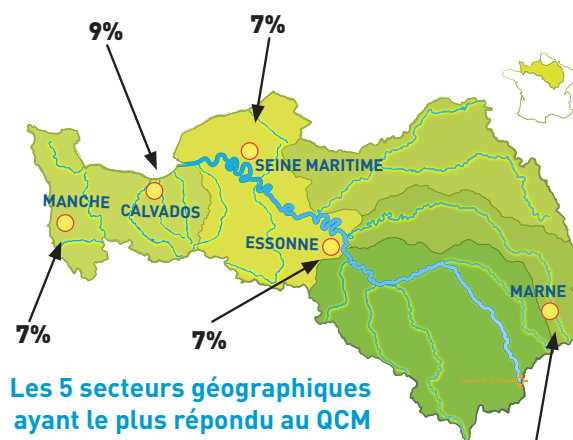
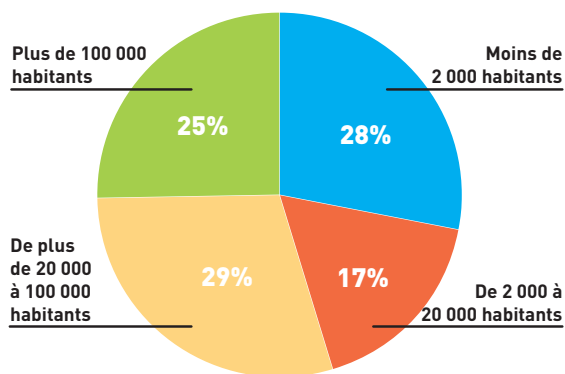
CONCILIER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET LA PRÉSERVATION DES MILIEUX LITTORAUX ET CÔTIERS

92% de répondants sont « tout à fait » ou « plutôt d'accord » avec le diagnostic concernant cet enjeu qui a reçu 78 avis rédigés mais très peu de « j'aime / j'aime pas » (7) sur les avis rédigés. C'est aussi l'enjeu qui a généré le moins de réponses (228). Parmi les avis des participants, on note la délocalisation, la communication, le renforcement des contrôles et l'urbanisation.

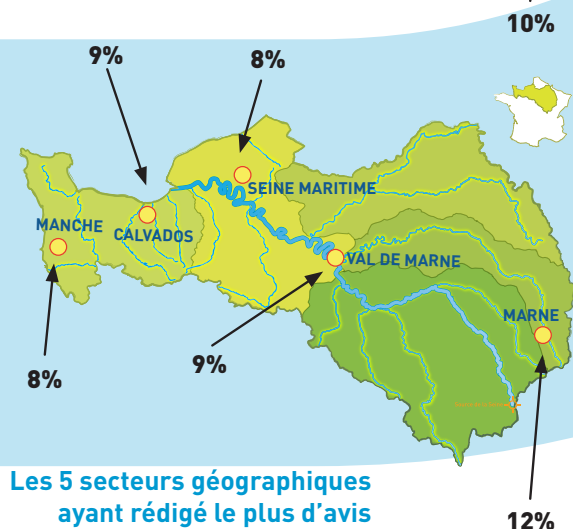
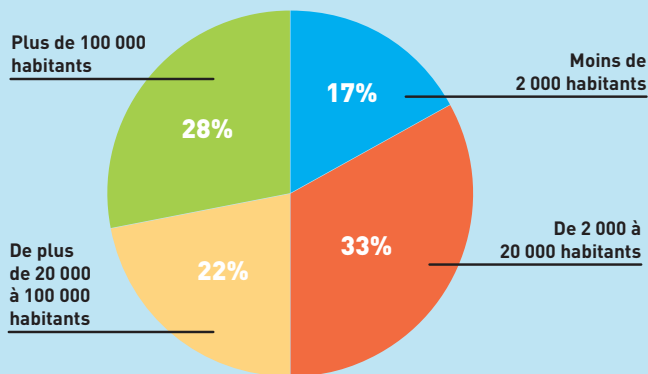
Enjeu 4 : Concilier économie et littoral	Total
Nombre de réponses au QCM	150
Nombre d'avis rédigés	78
Nombre de « j'aime / j'aime pas » sur les avis rédigés	7

Êtes-vous d'accord avec le diagnostic : concilier les activités économiques et la préservation des enjeux littoraux et côtiers ?

Réponses QCM



Avis rédigés



CONCILIER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET LA PRÉSERVATION DES MILIEUX LITTORAUX ET CÔTIERS



ANALYSE

• Repli des occupants / Urbanisation

Le thème du « repli » et de la « délocalisation », des habitations comme des activités économiques est largement cité dans cet enjeu (21 avis sur les 59 rédigés) à la fois, dans une logique de protection des populations mais aussi de renaturalisation des espaces. La question de l'occupation des sols est centrale avec une forte demande pour « *laisser la nature reprendre ses droits* », « *préserver les milieux littoraux* » et « *interroger nos modes d'urbanisation* » face aux « *transformations de notre planète qui sont inéluctables* ».

• Information / Communication / Sensibilisation

Comme pour d'autres enjeux, les contributeurs insistent sur la nécessité de renforcer la communication et toutes les démarches pédagogiques pour accroître la connaissance du grand public, des enfants, des élus et faire évoluer les pratiques de certains professionnels. « *Davantage de communication dans les écoles* », « *Développer les interventions en milieu scolaire* », « *Informé le citoyen sur l'impact de ses comportements* », « *Il y a un manque de panneaux pédagogiques en bord de mer* ».

CONCILIER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET LA PRÉSERVATION DES MILIEUX LITTORAUX ET CÔTIERS

• Renforcement des contrôles

Les répondants insistent sur la nécessité de renforcer les contrôles pour faire encore mieux respecter la réglementation, en particulier, pour limiter et diminuer les polluants et effluents rejetés dans le milieu naturel. Le respect de la loi et les contrôles doivent également cibler la question des constructions aux abords du littoral et l'encadrement des activités et équipements touristiques.

« Renforcer les moyens humains pour les contrôles », « Faire respecter la réglementation sans failles et sans compromis », « Renforcer la police de l'eau », « Il faut mieux contrôler les rejets des particuliers, des artisans, des stations d'épuration et des industries ».



VERBATIM

- ➔ « S'inspirer de solutions innovantes et respectueuses de l'environnement, déjà testées ailleurs (Pays-Bas par exemple). »
- ➔ « Renaturaliser les côtes pour mieux lutter contre la montée des eaux et éviter des désastres humains. »
- ➔ « Nous avons pris un retard considérable dans ce domaine en voulant « apprivoiser la nature. »
- ➔ « Les enjeux environnementaux sont trop souvent sacrifiés sous prétexte de conciliation ou de concertation. »
- ➔ « Continuer à limiter l'accès aux touristes afin d'éviter les dégradations des dunes. »
- ➔ « Ne faut-il pas envisager un « grand repli » sur certaines zones du littoral afin de restituer des espaces à la nature ? »

CONCILIER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET LA PRÉSERVATION DES MILIEUX LITTORAUX ET CÔTIERS

- ➔ « Renforcer les moyens humains pour les contrôles de manière à faire respecter les obligations réglementaires. »
- ➔ « C'est urgent de faire comprendre que le maintien de l'économie n'est pas contraire au maintien des milieux aquatiques. »
- ➔ « Arrêter les rejets d'eaux usées dans la mer, parce que les matières organiques, les phosphores et les nitrates en trop grandes quantités provoquent l'apparition d'algues. »
- ➔ « Exproprier les propriétaires de constructions ou d'infrastructures dangereuses pour les milieux littoraux et côtiers avec des « relocalisations » plus à l'intérieur des terres. »
- ➔ « Envisager dès maintenant le déplacement d'un certain nombre de populations qui ne pourront être protégées durablement. »
- ➔ « Telles les actions menées au Mont Saint-Michel, utilisons notre intelligence pour laisser/aider la terre et ses micro/macro organismes à se régénérer. »

A RETENIR :

Les répondants considèrent que du retard a été pris pour traiter les problèmes évoqués dans cet enjeu. Ils suggèrent d'appliquer plus strictement la réglementation voire de préparer certains habitants proches du littoral à se replier à l'intérieur des terres. Ils sont favorables à un retour au fonctionnement naturel des milieux. Pour eux, « activités économiques et « littoral » peuvent coexister. Ils recommandent de s'inspirer de solutions innovantes ou de projets emblématiques réussis en France et à l'étranger.

RENFORCER LA GOUVERNANCE ET LES SOLIDARITÉS DU BASSIN

Pour un territoire solidaire : renforcer la gouvernance et les solidarités du bassin

En France, la gestion par bassin versant (7 sur le territoire métropolitain) garantit une vision globale et une échelle d'action et de décision pertinente au regard du cycle de l'eau. Cela intègre la nécessaire solidarité entre l'amont et l'aval, entre milieu urbain et milieu rural, entre la terre et la mer. L'agence de l'eau est l'instrument financier qui, par le prélèvement de taxes et le versement de subventions, permet la réalisation, par les acteurs privés ou publics, d'actions favorables à la gestion du bien commun qu'est l'eau. Le Comité de bassin permet de définir une vision partagée des enjeux entre tous les acteurs et définit les moyens nécessaires pour répondre à ces enjeux.

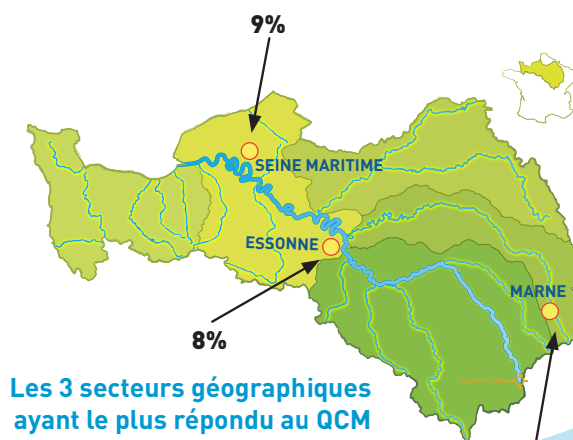
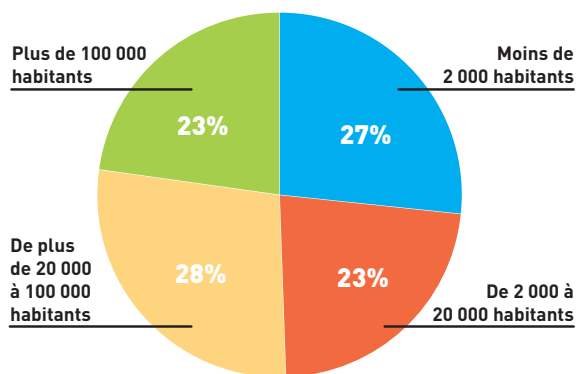
RENFORCER LA GOUVERNANCE ET LES SOLIDARITÉS DU BASSIN

Le diagnostic est largement partagé par les répondants (83%) et reçoit un nombre d'avis proportionnellement élevé (89). Cet enjeu a suscité peu de réactions « j'aime / j'aime pas » (20) sur les avis rédigés. Les répondants ont fait sortir les notions de redevance, pollueur payeur, cohérence géographique et hydrographique et de pédagogie.

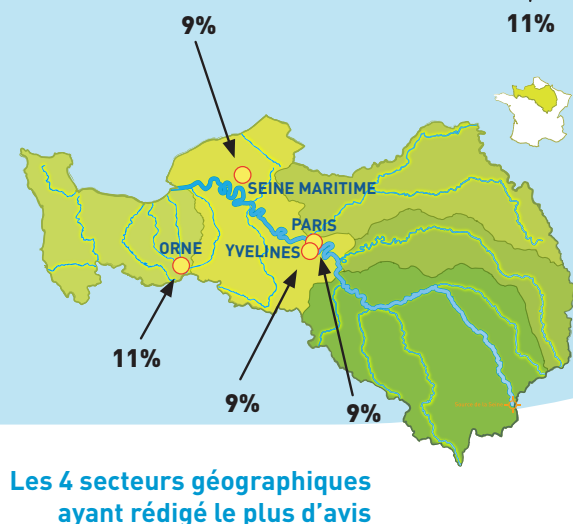
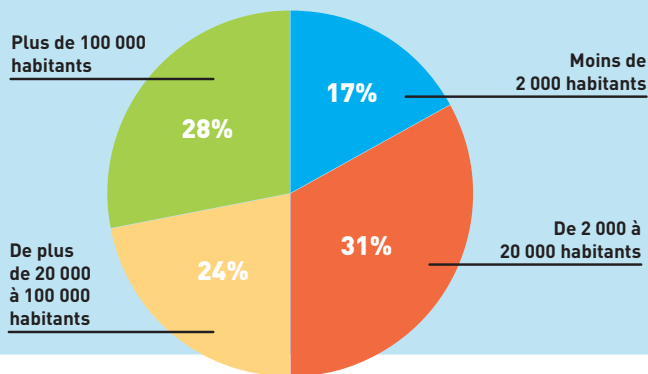
Enjeu 5 : Gouvernance et solidarités	Total
Nombre de réponses au QCM	151
Nombre d'avis rédigés	89
Nombre de « j'aime / j'aime pas » sur les avis rédigés	20

Êtes-vous d'accord avec le diagnostic : renforcer la gouvernance et les solidarités du bassin ?

Réponses QCM



Avis rédigés



RENFORCER LA GOUVERNANCE ET LES SOLIDARITÉS DU BASSIN



ANALYSE

- **Redevance / Répartition / « Pollueur-Payeur »**

Le principe essentiel mis en avant pour cet enjeu est que « *l'eau paye l'eau* ». Les répondants se sont largement prononcés pour le maintien voire le renforcement d'une redevance spécifique « eau ». A condition que celle-ci soit effectivement utilisée pour la gestion de l'eau. Concernant cette thématique, beaucoup s'interrogent sur les prélèvements financiers réalisées par l'État et souhaiteraient une répartition des subventions en adéquation avec la hiérarchisation des enjeux. Enfin, les contributeurs se prononcent de façon presque unanime pour un renforcement du principe « pollueur-payeur ».

- **Gouvernance / Cohérence géographique et hydrographique**

La question de la gouvernance soulève plusieurs points chez les répondants. Ceux-ci plébiscitent largement la gestion de l'eau à l'échelle des bassins versants afin d'en renforcer la cohérence. La mise en œuvre de la compétence GEMAPI semble poser question sur la répartition des missions entre les différentes instances de gouvernance et périmètres hydrographiques. Par ailleurs, la multiplication des strates de gouvernances pousse à interroger sur de possibles ralentissements des processus décisionnels et un éventuel éloignement des problématiques terrain.

RENFORCER LA GOUVERNANCE ET LES SOLIDARITÉS DU BASSIN

• Communication / Sensibilisation / Pédagogie

Si la nécessité d'éduquer et de communiquer globalement sur les questions environnementales est rappelée, les répondants axent leurs avis sur l'importance d'informer chaque citoyen des « *tenants et aboutissants* » de la politique de l'eau. Les répondants souhaitent également que davantage de concertation soit introduite dans les choix politiques locaux et dans les organes de gouvernances comme les comités de bassin. Cette communication accrue devra permettre plus de mobilisation de la part des différents acteurs et, à terme, le développement d'actions concrètes favorisant une gestion optimale de l'eau.



VERBATIM

- ➔ « Donner la compétence GEMAPI aux collectivités hydrologiquement cohérentes et non pas aux EPCI qui ne couvrent qu'une seule partie du territoire ».
- ➔ « L'utilisation des taxes doit se faire à l'échelle des bassins ».
- ➔ « Ne pas priver les agences de l'eau d'une partie de leurs ressources tout en élargissant leur champ d'action ».
- ➔ « Réaffirmer la gestion de l'eau à l'échelle des bassins versants, cela ayant été fragilisé par la GEMAPI ».
- ➔ « Accorder confiance aux associations qui défendent l'environnement, donc la biodiversité et la qualité de l'eau ».
- ➔ « Faire payer davantage les pollueurs ».
- ➔ « Orienter les financements sur le préventif et moins sur le curatif ».

RENFORCER LA GOUVERNANCE ET LES SOLIDARITÉS DU BASSIN

- ➔ « *Trouver un moyen juste de faire contribuer les filières agricoles pour lesquelles le principe de pollueur-payeur n'est pas appliqué* ».
- ➔ « *L'approche par bassin est la plus cohérente et la plus efficace* »
- ➔ « *Aider les communes et prévention pour la gestion de l'eau. Proposer des activités pédagogiques dans les écoles et des actions de sensibilisation* ».
- ➔ « *Mettre en place des factures d'eau à tarifs progressifs, les premiers mètres cubes à prix très bas, puis une augmentation par tranche pour inciter à faire des économies de consommation* ».
- ➔ « *Maintenir une gestion de l'eau par bassin versant et préserver le système de financement de l'eau : l'eau paye l'eau* ».

A RETENIR :

Trois thématiques phares émergent de cet enjeu : le maintien et une meilleure répartition d'une redevance spécifique à la gestion de l'eau, en appliquant fermement le principe « *pollueur-payeur* » ; l'importance de la cohérence entre le choix des instances de gouvernance à l'échelle locale et les spécificités du territoire enfin la nécessité d'une communication plus présente afin d'éduquer et mobiliser tous les acteurs sur cet enjeu.



ANNEXES

MÉTHODOLOGIE

2 NOVEMBRE 2018
AU 2 MAI 2019



MÉTHODOLOGIE

- Organisation de 2 consultations du public, du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019, sur le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands : la gestion de l'eau et la gestion des risques d'inondation.
- Les avis du public sont recueillis via une plateforme internet dédiée : www.consultation-eau.fr.
- Tous les avis sont lus quotidiennement pour être validés avant leur mise en ligne.

Les organismes en charge de mener cette consultation du public (AESN et DRIEE) ont décidé de créer une plateforme numérique citoyenne afin de toucher le public et lui laisser la possibilité de s'exprimer dans ces thématiques sur la gestion de l'eau et la gestion des risques d'inondations. L'outil a été étudié pour être en pointe technologiquement et pour reprendre les codes des réseaux sociaux ; par exemple l'accent a été mis sur la facilité d'accès à la plateforme – aucune création de compte requise –, tout comme aux interactions possibles avec les avis rédigés par d'autres visiteurs – système de « j'aime / j'aime pas ».

FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME consultation-eau.fr

La plateforme de consultation est un service en ligne gratuit et ouvert à tout utilisateur. Cette plateforme présente notamment les **5 enjeux** de la gestion de l'eau sur le bassin Seine Normandie :

- Réduire les pollutions et préserver la santé
- Faire vivre les rivières, les milieux humides et la biodiversité
- Anticiper le changement climatique, gérer inondations et sécheresse
- Concilier les activités économiques et la préservation des milieux littoraux et côtiers
- Renforcer la gouvernance et la solidarité

Les répondants ont la possibilité de :

- consulter les 5 enjeux,
- répondre à une question concernant un enjeu,
- laisser un avis concernant un enjeu,
- consulter et donner les appréciations « j'aime / j'aime pas » sur les avis des autres répondants dans une optique de participation.

Afin de participer à la consultation, le public doit répondre à des questions de profils avant de laisser son avis.

Aucun nom ni moyen de contact n'est collecté dans la plateforme, les réponses sont anonymes.

Toutes les réponses sont modérées avant d'être mises en ligne. Concrètement, les commentaires citant des personnes morales ou physique sont supprimés, tout comme les propos injurieux, racistes ou haineux.



DÉTAIL QUANTITATIF DE LA CONSULTATION

2 NOVEMBRE 2018
AU 2 MAI 2019





Analyses sur les enjeux de l'eau

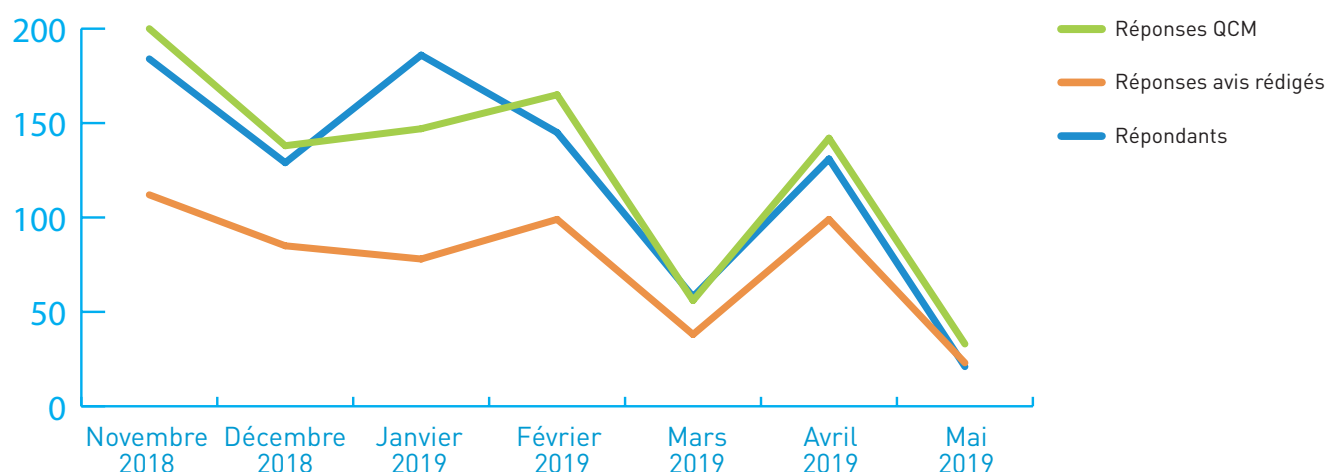
RÉPONSES DEPUIS LE LANCEMENT

Cumul des mois du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019

Excepté au mois de mars, la participation à cette consultation a été soutenue et régulière pendant 6 mois.

Répartition des réponses aux enjeux

Réponses Enjeux EAU seulement	nov.	déc.	janv.	fév.	mars	avril	mai	Total
Réponses QCM	200	138	147	165	56	142	33	881
Réponses avis rédigés	112	85	78	99	38	99	23	534
Répondants	184	129	186	145	58	131	21	854





Analyses sur les enjeux de l'eau

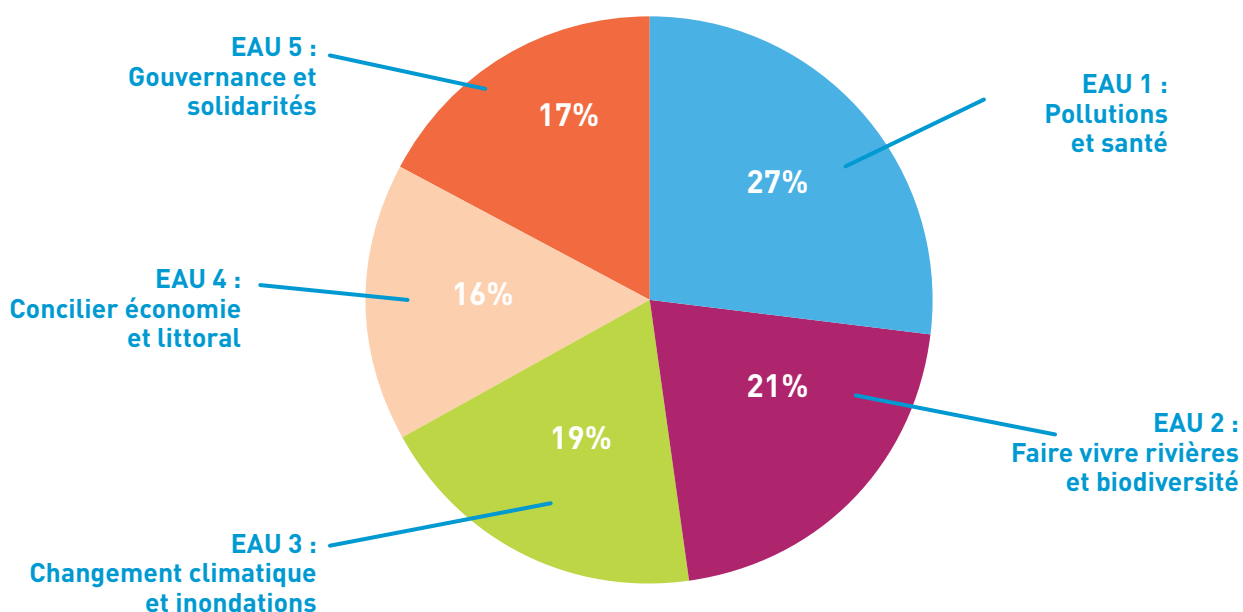
RÉPONSES DEPUIS LE LANCEMENT

Cumul des mois du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019

Au niveau des enjeux, l'enjeu n°1, *Pollutions et Santé*, recueille l'intérêt du public. Cependant ce chiffre est à nuancer du fait de la 1^{ère} position de l'enjeu dans la liste.

Nombre de réponses et répartition des enjeux

Enjeux	Nombre de Réponses au QCM	Nombre de Réponses à l'Avis	Total	%
EAU 1 : Pollutions et santé	224	157	381	27%
EAU 2 : Faire vivre rivières et biodiversité	184	115	299	21%
EAU 3 : Chang. climatique et inondations	172	95	267	19%
EAU 4 : Concilier économie et littoral	150	78	228	16%
EAU 5 : Gouvernance et solidarités	151	89	240	17%
Total	881	534	1415	100%





Analyses sur les enjeux de l'eau

RÉPONSES DEPUIS LE LANCEMENT

Cumul des mois du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019

On note une forte adhésion des répondants aux thématiques et problématiques soulevées dans les diagnostics avec un cumul de réponses positives (Tout à fait et Plutôt oui) atteignant 88% ! En d'autres termes, les répondants semblent toujours d'accord avec les diagnostics proposés.

Détails des réponses au QCM

Enjeux	Tout à fait	Plutôt oui	Plutôt non	Pas du tout	NSPP	Total
EAU 1 : Pollutions et santé	96	103	15	6	4	224
EAU 2 : Faire vivre rivières/biodiversité	113	55	9	7		184
EAU 3 : Chang. Climat./inondations	101	54	12	2	3	172
EAU 4 : Concilier économie et littoral	81	57	4	2	6	150
EAU 5 : Gouvernance et solidarités	69	56	14	5	7	151
Total	460	325	54	22	20	881
Pourcentage	52%	37%	6%	2%	2%	100%

89%



Analyses sur les enjeux de l'eau

RÉPONSES DEPUIS LE LANCEMENT

Cumul des mois du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019

Dans cette consultation, les répondants ont aussi la possibilité de lire les avis publiés et de réagir en approuvant « j'aime » ou en désapprouvant « j'aime pas » ces avis.

C'est l'enjeu n°2, « Faire vivre rivières/biodiversité », qui a fait le plus réagir les répondants autant dans les « j'aime » que les « j'aime pas ».

Nombre de « j'aime / j'aime pas »

J'aime / J'aime pas	Total des J'aime	J'aime	J'aime pas	%
EAU 1 : Pollutions et santé	55	49	6	33%
EAU 2 : Faire vivre rivières/biodiversité	56	39	17	33%
EAU 3 : Chang. Climat./inondations	30	25	5	18%
EAU 4 : Concilier économie et littoral	7	5	2	4%
EAU 5 : Gouvernance et solidarités	20	17	3	12%
Total	168	135	33	100%

PROFIL DES RÉPONDANTS SUR LA GESTION DE L'EAU ET LA GESTION DES RISQUES D'INONDATION

2 NOVEMBRE 2018
AU 2 MAI 2019





Profil des répondants eau et inondation

DE NOVEMBRE 2018 À MAI 2019

2773

Contributions

DONT

1745

Réponses aux QCM

1028

Avis rédigés

355

j'aime / j'aime pas



854 Répondants
depuis le lancement

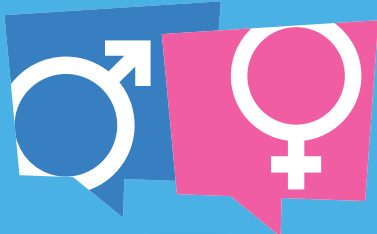
- 184 en Novembre
- 129 en Décembre
- 186 en Janvier
- 145 en Février
- 58 en Mars
- 131 en Avril
- 21 en Mai



12%

PARTICIPATION

12% des participants ont répondu
aux 10 enjeux de la plateforme
(eau + inondation)



Répondants Hommes / Femmes :

49%/51%



**PROFIL
TYPE**

Age

entre 25 et 64 ans (principalement)

Profession

Cadre ou profession supérieure

Habitation

vit davantage dans petite commune
et grand agglo

Expérience

- n'habite pas en zone inondable
- n'a pas été impacté par les inondations

Catégorie d'agglomération des répondants



< 2 000 habitants

248

29%



2 000 à 20 000

191

22%



20 000 à 100 000

195

23%

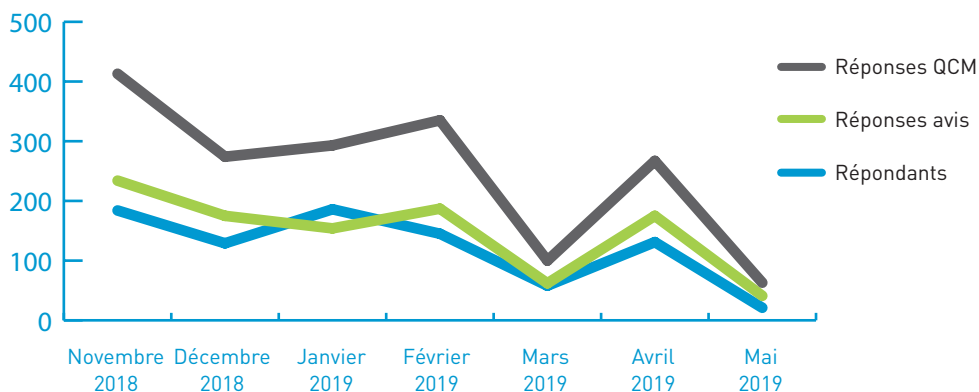


> 100 000 habitants

220

26%

Le nombre de réponses
totales mois après mois.
(Nov 647, Déc 449,
Janv 447, Fév 522,
mars 162, avril 442,
mai 104)





Profil des répondants eau et inondation

RÉPONSES DEPUIS LE LANCEMENT

Cumul des mois du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019

La parité Femme – Homme est pratiquement respectée. La tranche d'âge 35-49 ans a répondu le plus massivement et elle est davantage portée par les femmes. Les tranches d'âge au-dessus de 50 ans sont davantage portées par les hommes.

Caractéristiques des répondants : Age - Genre

Age / Genre	Hommes	Femmes	Total	Pourcentage
Moins de 25 ans	20	22	42	5%
25-34 ans	68	118	186	22%
35-49 ans	138	169	307	36%
50-64 ans	123	101	224	26%
65 ans et plus	66	29	95	11%
Total	415	439	854	100%
	49%	51%	100%	



Profil des répondants eau et inondation

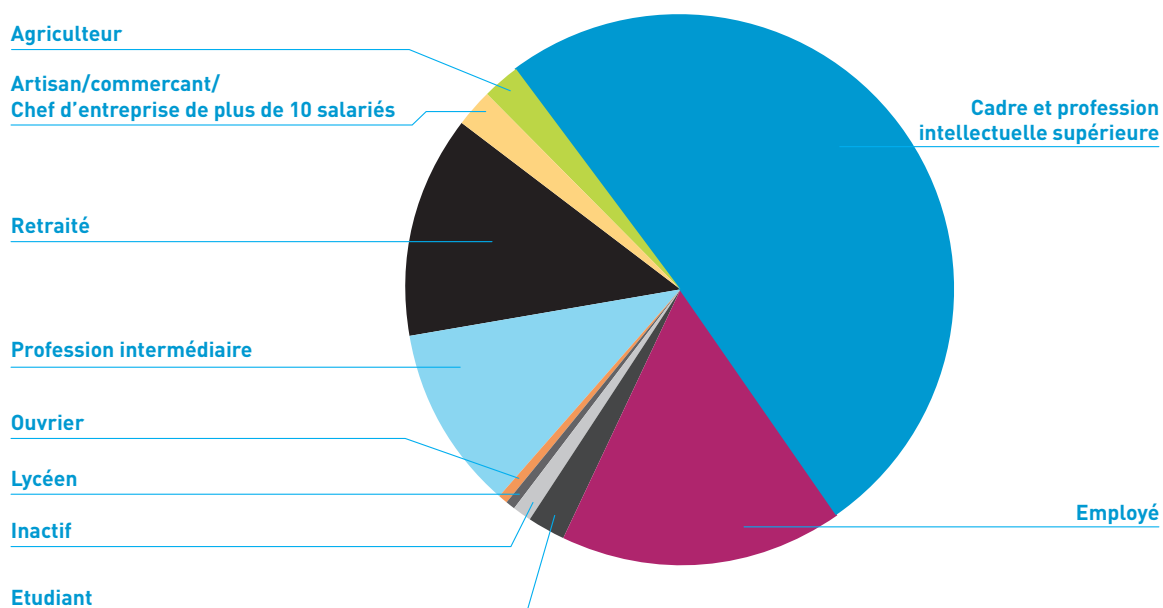
RÉPONSES DEPUIS LE LANCEMENT

Cumul des mois du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019

Sur les 854 participants à la plateforme, plus de la moitié des répondants sont des CSP+ (51%) et sont surreprésentés. La 2^{ème} catégorie sont les employés (17% de réponses).

Caractéristiques des répondants : Profession

Profession	Total	Pourcentage
Agriculteur	20	2%
Artisan/Commerçant/Chef d'entreprise de plus de 10 salariés	20	2%
Cadre et profession intellectuelle supérieure	432	51%
Employé	142	17%
Étudiant	18	2%
Inactif	10	1%
Lycéen	4	0%
Ouvrier	6	1%
Profession intermédiaire	91	11%
Retraité	111	13%
Total	854	100%





Profil des répondants eau et inondation

RÉPONSES DEPUIS LE LANCEMENT

Cumul des mois du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019

Caractéristiques des répondants : Profession

Profession	"moins de 2 000 habitants"	"2 000 à 20 000 habitants"	"20 000 à 100 000 habitants"	"plus de 100 000 habitants"	Total
Agriculteur	15	1	2	2	20
Artisan/Commerçant/Chef d'entreprise de plus de 10 salariés	10	2		8	20
Cadre et profession intellectuelle supérieure	110	76	97	149	432
Employé	40	49	30	23	142
Étudiant	7	4	5	2	18
Inactif	1	3	3	3	10
Lycéen	2		1	1	4
Ouvrier	3	1	1	1	6
Profession intermédiaire	24	26	27	14	91
Retraité	36	29	29	17	111
Total	248	191	195	220	854



Profil des répondants eau et inondation

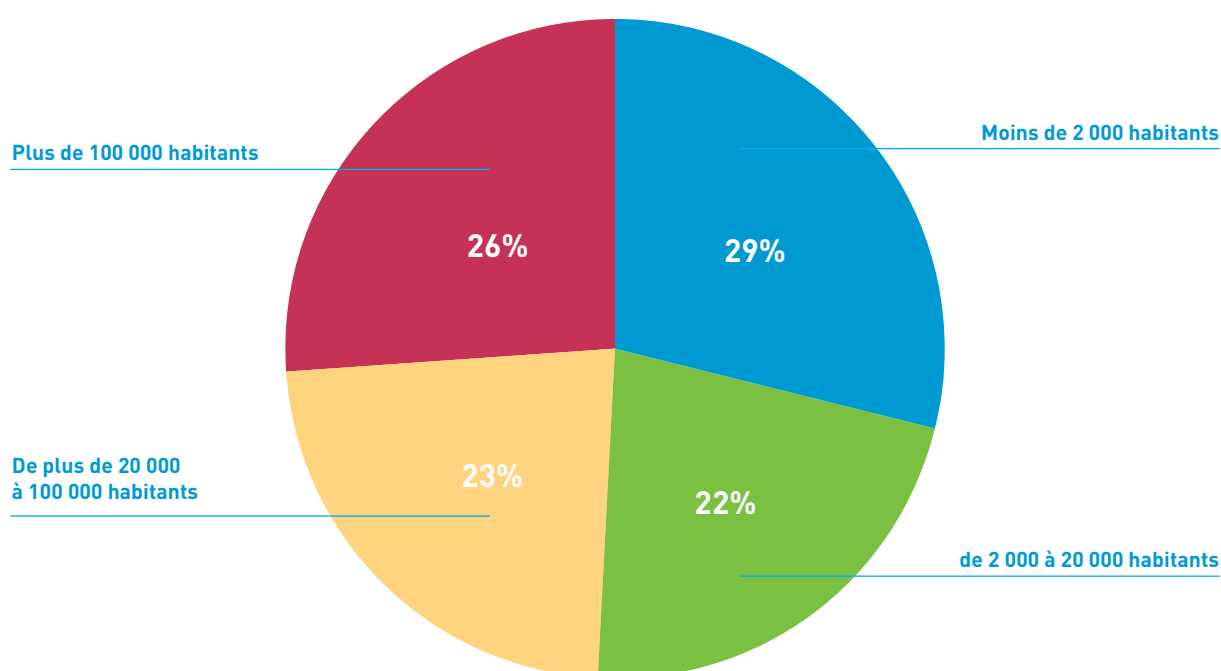
RÉPONSES DEPUIS LE LANCEMENT

Cumul des mois du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019

Les répondants habitent quasiment de manière homogène dans les différentes catégories « d'agglomérations » du bassin et ce ratio ne varie quasiment pas sur les 6 mois de la consultation.

Caractéristiques des répondants : Catégorie « d'agglomération »

Agglomération	Total	%
moins de 2 000 habitants	248	29%
de 2 000 à 20 000 habitants	191	22%
de plus de 20 000 à 100 000 habitants	195	23%
plus de 100 000 habitants	220	26%
Total	854	100%





Profil des répondants eau et inondation

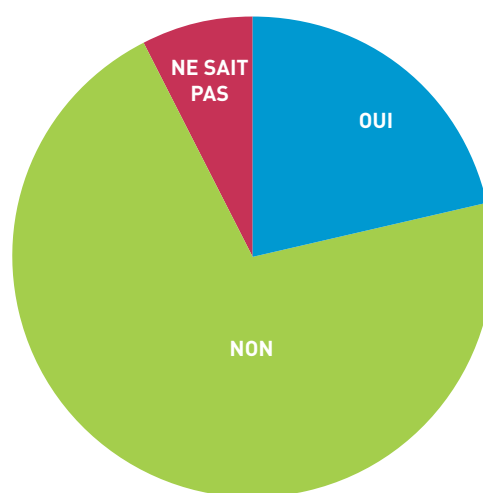
RÉPONSES DEPUIS LE LANCEMENT

Cumul des mois du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019

Globalement, les répondants n'habitent pas en zone inondable et n'ont jamais été impactés par une inondation.

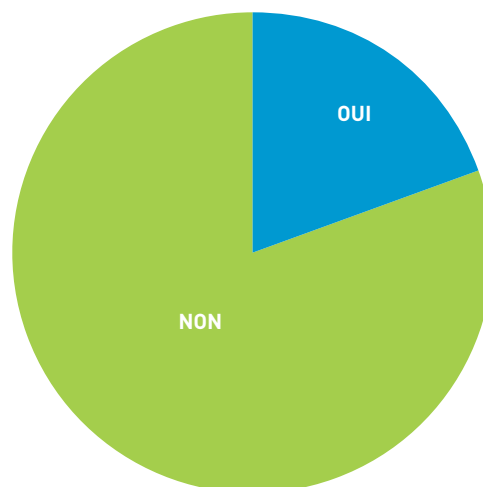
Caractéristiques des répondants : Habitez-vous en zone inondable ?

Habite en zone inondable	Total	Total
oui	184	22%
non	606	71%
ne sait pas	64	7%
Total	854	100%



Caractéristiques des répondants : Déjà impacté(e) par une inondation ?

Déjà impacté(e) par inondation	Total	%
oui	168	20%
non	686	80%
Total	854	100%





Profil des répondants eau et inondation

RÉPONSES DEPUIS LE LANCEMENT

Cumul des mois du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019

Parmi les avis déposés, 3 tendances sont à noter :

- 48% des visiteurs de la plateforme ont déposé au moins 1 avis,
- les répondants qui ne rédigent qu'un seul avis (18%),
- les répondants qui répondent aux 10 avis possibles (12%), ce qui représente environ 50 minutes de présence sur la plateforme.

Caractéristiques des répondants : Nombre de réponses par répondants*

* aux deux thématiques proposées sur la plateforme (eau - inondation)

Nombre de réponses	Total	%
Aucun avis déposé	446	52%
1 avis déposé	155	18%
2 avis déposés	55	6%
3 avis déposés	30	4%
4 avis déposés	20	2%
5 avis déposés	18	2%
6 avis déposés	10	1%
7 avis déposés	9	1%
8 avis déposés	5	1%
9 avis déposés	3	0%
10 avis déposés	103	12%
Total	854	100%



Partenaires
d'Avenir

ÉTUDES
&
COMMUNICATION



85 Chemin de Clères
76130 Mont-Saint-Aignan (Rouen)
02 35 60 31 96
www.partenairesdavenir.com

